

L'Échec des Politiques de recherche en Europe

Par: Bruno van Pottelsberghe (Senior Fellow, Bruegel and Professeur ULB)

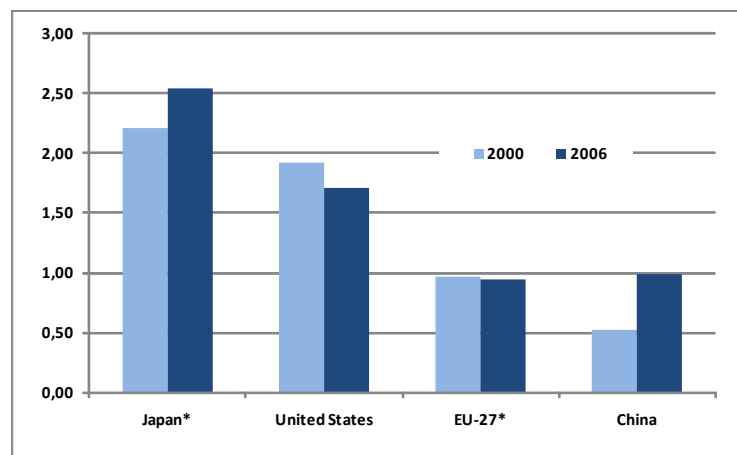
Bruegel Policy Brief 2008/03

Questions et réponses aux médias

Dans quel contexte s'inscrit ce Policy Brief?

L'Europe n'arrive pas à atteindre l'un des objectifs majeurs de la Stratégie de Lisbonne : augmenter les investissements en R&D à un niveau de 3 pourcent du PIB. C'est inquiétant car l'Europe semble non seulement incapable d'atteindre un objectif d'une telle ampleur, mais surtout parce qu'elle demeure en dessous de la barre des 2 pourcent. L'investissement en R&D est resté stable depuis le début des années 80 en Europe, se situant entre 1,6 et 1,8 pourcent du PIB, alors que les États-Unis ont, sur cette même période, eu une moyenne supérieure à 2,5 pourcent. Dans le même temps, le Japon a augmenté de manière constante son intensité en R&D et se situe aujourd'hui au dessus de la barre des 3 pourcent. Grâce à une augmentation spectaculaire ces dix dernières années, même la Chine est aujourd'hui en situation de rattraper l'Europe dans ce domaine.

Graphique 1: Dépenses de R&D financées par le secteur des entreprises en pourcentage du PIB, 2000 et 2006 (ou plus proche)



Source: OCDE, 2007 * année 2005 et non 2006.

Quels sont les aspects sur lesquels se concentre ce Policy Brief?

Ce Policy Brief évalue, de manière critique, la composante R&D de l'agenda de Lisbonne. En particulier, ce Policy Brief:

1. Étudie l'écart entre les niveaux d'investissement en R&D observés et les cibles nationales annoncées dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne
2. Explique pourquoi, lorsque les pays ont des spécialisations industrielles différentes, c'est un non sens économique que de vouloir fixer des cibles d'investissement au niveau de l'UE.
3. Examine ce qu'il peut être fait pour accroître les dépenses privées de R&D en Europe..

La distance croissante entre des objectifs trop ambitieux et de faibles performances en terme d'effort de recherche

En 2006, l'intensité en R&D de l'UE reste en dessous de 1,8 pourcent, niveau qui n'a que très faiblement évolué au cours des 20 dernières années, et est resté très stable depuis le lancement de la Stratégie de Lisbonne. Il y a, toutefois, de grosses différences entre les pays membres de l'UE. La Finlande et la Suède se situent bien au dessus de la cible des 3 pourcent depuis maintenant plusieurs années. Le Danemark, l'Autriche et l'Allemagne se situent autour de 2,5 pourcent. Mais la majorité des pays sont encore largement en dessous de 2 pourcent.

Les pays qui ont vu leurs niveaux d'investissement en R&D augmentés le plus ces dix dernières années (la Finlande, l'Autriche, le Danemark et la Suède) sont des pays qui avaient déjà des niveaux relativement élevés en 1995. Trois pays ont vu leur intensité en R&D diminuer sur cette période : la France, le Royaume-Uni et les Pays-Bas.

Pas un pays membre de l'UE ne rempli aujourd'hui son engagement concernant les dépenses de R&D financées par les pouvoirs publics. Celui-ci était d'atteindre un niveau de 1 pourcent du PIB. Paradoxalement, un nombre important de pays ont préféré diminuer les dépenses publiques de R&D en pourcentage du PIB ces dernières années.

Les objectifs par pays et européens de R&D sont-ils adaptés?

L'effort relatif de recherche dépend en fait de la spécialisation industrielle du pays. Les pays spécialisés dans le tourisme, la mode, les services et l'industrie alimentaire ont, logiquement, une intensité de R&D plus faible que les pays spécialisés dans les produits pharmaceutiques, les technologies de l'information ou les industries biotechnologiques. Ce Policy Brief montre que la majeure partie de la variation d'intensité en R&D entre pays s'explique par des spécialisations technologiques différentes. Se fixer une cible d'investissement total en R&D au niveau européen ou national nécessite donc une politique industrielle qui vise à accroître la spécialisation d'un pays dans des secteurs intensifs en R&D.

Que faire pour stimuler la R&D?

La Suède et les États-Unis sont les seuls pays qui ont une intensité en R&D supérieure à celle que leur structure industrielle induirait. En d'autres termes, dans ces deux pays l'intensité R&D de chaque secteur



est supérieure à la moyenne dans les autres pays. D'autres facteurs que la spécialisation technologique doivent donc stimuler les investissements en R&D dans ces pays. Ce Policy Brief souligne que les entreprises entreprennent des investissements en R&D en fonction des bénéfices attendus ou espérés. En se basant sur les expériences de la Suède et des États-Unis, deux recommandations de politique économique semblent améliorer le rendement potentiel de la R&D privée:

1. Mieux Intégrer le marché de l'innovation en Europe

L'accès à un marché de taille critique augmente les rendements espérés d'un investissement en R&D pour les entreprises. Aux États-Unis, les entreprises ont accès à un marché de taille importante et homogène, aussi bien du point de vue de la langue parlée que des réglementations. En Europe, le manque d'intégration entrave l'investissement en R&D. Par exemple, la fragmentation du système Européen du brevet induit une forte complexité managériale des brevets en Europe et induit des coûts extrêmement plus élevés qu'aux États-Unis ou au Japon.

2. Investir dans la recherche académique

La forte intensité en R&D de la Suède pourrait s'expliquer par l'importance de sa recherche académique. La recherche académique tend, en effet, à stimuler l'investissement R&D des entreprises : en générant de nouvelles idées, les universités induisent la recherche appliquée des entreprises et le développement de nouveaux produits ou de procédés de production. On remarque d'ailleurs que les quatre pays qui investissent le plus dans la recherche académique sont aussi les quatre pays dont l'effort de recherche des entreprises est le plus élevé.

Les requêtes média doivent être dirigées vers Helena Markstedt, 0032 (0)2 227 4290, email helena.markstedt@bruegel.org

Bruegel est un centre de débat et de réflexion européen spécialisé sur l'économie internationale. Ses opérations ont commencé à Bruxelles en 2005 avec l'appui de gouvernements européens et de grandes sociétés. Bruegel cherche à contribuer à la qualité de l'élaboration des politiques économiques en Europe par la recherche, l'analyse et la discussion basées sur les faits et politiquement importantes.

Pour plus d'informations sur Bruegel, voir <http://www.bruegel.org>.